

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.237/4
DU 7 MAI 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, le 10 avril 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant exécution de la loi du 19 mai 2010 portant création de la Banque-Carrefour des Véhicules », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le projet doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements régionaux.

Le Gouvernement flamand a donné son accord sur le projet le 14 octobre 2011. Cet accord est toutefois assorti de quatre conditions. Un rappel faisant référence à un premier courrier daté du 27 juillet 2011, a ensuite été adressé aux deux autres gouvernements de région. Ce rappel est daté du 3 avril 2012, tout comme la demande d'avis.

Pour que la formalité préalable que constitue la procédure d'association des groupements de région puisse être considérée comme valablement accomplie, il convient de s'assurer que :

a) le Gouvernement flamand a bien été tenu informé des suites réservées à ses observations ;

b) si les observations du Gouvernement flamand ont conduit à modifier le texte initialement communiqué par l'autorité fédérale, la version définitive du projet a bien été également soumise aux deux autres gouvernements de région.

2. L'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'accord du Ministre du Budget sont visés au préambule du projet. Ils ne figurent toutefois pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Il revient à l'auteur du projet de s'assurer du bon accomplissement de ces deux formalités préalables.

3. Les articles 7, alinéa 5, 9, § 2, 10, 12, alinéa 2, 13, 14, 19 et 33, de la loi du 19 mai 2010 'portant création de la Banque-Carrefour des Véhicules' sont notamment visés à l'alinéa 1^{er} du préambule, au titre de fondement légal du projet.

La mise en œuvre des habilitations prévues par ces différentes dispositions exige que soit recueilli l'avis du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale, instauré par l'article 36bis de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel'.

L'avis du comité sectoriel précité ne figure toutefois pas dans le dossier joint à la demande d'avis, lequel ne comporte que l'avis n° 34/2011 donné d'initiative par la Commission de la protection de la vie privée, le 21 décembre 2011¹ et qui porte principalement sur les modifications que la Commission propose d'apporter à la loi du 19 mai 2010.

Pour assurer que cette formalité préalable obligatoire a bien été accomplie, il faut obtenir l'avis du comité sectoriel précité, auquel aucune disposition légale ou réglementaire ne semble, en l'espèce, permettre à la Commission de la vie privée de se substituer.

4. Il ressort de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', qu'en principe tout avant projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris.

Il conviendra également de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Il conviendra, en outre, soit de compléter le préambule du projet par un alinéa visant son accomplissement, et qui précisera que cet examen préalable permet de conclure qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise, soit, dans le cas contraire, de réaliser l'étude d'incidence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er} du préambule, il n'y a pas lieu d'inclure l'article 11 de la loi du 19 mai 2010 parmi les dispositions procurant un fondement légal au projet.

¹ La Commission de la protection de la vie privée a émis cet avis sur la base de l'article 29, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992.

DISPOSITIF

Article 2

Dans le texte français de l'article 2, 14°, du projet, il convient de remplacer les mots « paragraphe 5 » par « paragraphe 3 » ; la version néerlandaise du texte étant correcte.

Articles 4 à 18

Les dispositions des chapitres IV et V du projet, comportant les articles 4 à 18, qui désignent les différentes personnes physiques ou morales associées au fonctionnement de la Banque-Carrefour des Véhicules, ainsi, que pour chacune d'entre elles, les données qu'elles sont chargées de collecter, ne présentent pas de caractère réglementaire, au sens de l'article au 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

La section de législation du Conseil d'État s'abstient dès lors de les examiner.

Article 22

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient d'ajouter les mots « de la loi » après les mots « sur la base de l'article 17 ».
2. À l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de prévoir que la décision du service de gestion doit être motivée puisque la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs' l'impose déjà.

Article 30

À l'article 30 du projet, la seconde phrase de l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 sont dépourvus de portée normative. Ils doivent donc être omis.

Articles 31 à 38

Les articles 31 à 38 qui traitent de la création et du fonctionnement d'un organe consultatif – le comité de coordination – dont la consultation ne constitue pas une formalité

substantielle, ne présentent pas de caractère réglementaire au sens de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'État ².

La section de législation du Conseil d'État s'abstient également de les examiner.

² Voir en ce sens le Rapport annuel 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », pp. 35-38, spéc. la note (26), p. 36.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
	Y. DE CORDT,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.237/4
VAN 7 MEI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 10 april 2012 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “ter uitvoering van de wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de Kruispuntbank van de Voertuigen”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de drie gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

De Vlaamse Regering heeft zich op 14 oktober 2011 akkoord verklaard met het ontwerp. Aan deze akkoordbevinding zijn evenwel vier voorwaarden verbonden. Vervolgens is aan de twee andere gewestregeringen een rappelbrief gestuurd waarin wordt verwezen naar een eerdere brief gedateerd 27 juli 2011. Deze rappelbrief is, net als de adviesaanvraag, gedateerd 3 april 2012.

Opdat het voorafgaande vormvereiste van het betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van het ontwerp geacht kan worden naar behoren te zijn vervuld, dient men zich ervan te vergewissen dat:

a) de Vlaamse Regering op de hoogte is gehouden van het gevolg dat aan haar opmerkingen is gegeven;

b) als die opmerkingen van de Vlaamse Regering tot een wijziging van de oorspronkelijk door de federale overheid meegedeelde tekst hebben geleid, de definitieve versie van het ontwerp eveneens aan de twee andere gewestregeringen is voorgelegd.

In de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar het advies van de Inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de minister van Begroting. Deze zijn evenwel niet terug te vinden in het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag.

Het staat aan de steller van het ontwerp om na te gaan of naar behoren aan die twee voorafgaande vormvereisten is voldaan.

In het eerste lid van de aanhef wordt, bij wijze van rechtsgrond van het ontwerp, onder meer verwezen naar de artikelen 7, vijfde lid, 9, § 2, 10, 12, tweede lid, 13, 14, 19 en 33, van de wet van 19 mei 2010 ‘houdende oprichting van de Kruispuntbank van de Voertuigen’.

Het aanwenden van de machtigingen waarin die onderscheiden bepalingen voorzien, vereist het inwinnen van het advies van het sectoraal comité voor de federale overheid, ingesteld bij artikel 36bis van de wet van 8 december 1992 ‘tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens’.

Het advies van het voormelde sectoraal comité bevindt zich evenwel niet in het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag. Dat dossier bevat alleen advies 34/2011 dat door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op 21 december 2011 uit eigen beweging is uitgebracht¹ en hoofdzakelijk betrekking heeft op de wijzigingen die de Commissie voorstelt aan te brengen in de wet van 19 mei 2010.

Om ervoor te zorgen dat dit verplicht voorafgaand vormvereiste naar behoren is vervuld, moet het advies van het voormelde sectoraal comité verkregen worden; het laat zich immers aanzien dat *in casu* geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer machtigt zich in de plaats te stellen van het voornoemde sectoraal comité.

Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ blijkt dat elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd in principe aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Er dient eveneens voor te worden gezorgd dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

Bovendien behoort hetzij de aanhef van het ontwerp te worden aangevuld met een lid waarin naar de vervulling van dat vormvereiste verwezen wordt en waarin moet worden aangegeven dat op basis van dat voorafgaand onderzoek kan worden besloten dat een effectbeoordeling niet vereist is, hetzij, in het andere geval, de effectbeoordeling uit te voeren.

¹ De commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft dat advies uitgebracht op basis van artikel 29, § 1, van de wet van 8 december 1992.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Er is geen reden om artikel 11 van de wet van 19 mei 2010 in het eerste lid van de aanhef te rekenen tot de bepalingen die rechtsgrond opleveren voor het ontwerp.

DISPOSITIEF

Artikel 2

In de Franse tekst van artikel 2, 14°, van het ontwerp dienen de woorden “paragraphe 5” vervangen te worden door “paragraphe 3”; de Nederlandse tekst is immers correct.

Artikelen 4 tot 18

De bepalingen in de hoofdstukken IV en V van het ontwerp, die de artikelen 4 tot 18 bevatten en waarbij de verschillende natuurlijke en rechtspersonen worden aangegeven die betrokken worden bij de werking van de Kruispuntbank van de Voertuigen, alsmede voor elk ervan, de gegevens die ze moeten verzamelen, zijn niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De afdeling Wetgeving ziet bijgevolg ervan af ze te onderzoeken.

Artikel 22

In het eerste lid dienen na de woorden “op grond van artikel 17” de woorden “van de wet” te worden toegevoegd.

In het tweede lid is er geen reden om te bepalen dat de beslissing van de “beheersdienst” gemotiveerd moet zijn, aangezien de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering der bestuurshandelingen’ zulks reeds voorschrijft.

Artikel 30

In artikel 30 van het ontwerp hebben de tweede zin van het eerste lid en het tweede lid geen regelgevende kracht. Ze moeten dus vervallen.

Artikelen 31 tot 38

De artikelen 31 tot 38 die handelen over de oprichting en de werking van een raadgevend orgaan - het coördinatiecomité – waarvan de raadpleging geen substantieel vormvereiste is, zijn niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State².

De afdeling Wetgeving ziet ook hier ervan af ze te onderzoeken.

² Zie in die zin het jaarverslag 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tab “De instelling”, p. 35-38, inz. voetnoot 26, p. 36.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
	Y. DE CORDT,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY